



Strasbourg, le 13 juillet 1999  
[cdpc \ docs 99 \ 18 F - Liste points]

**CDPC (99) 18**

**COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS**  
**(CDPC)**

**48ème Session plénière**  
**(23ème réunion en tant que Comité directeur)**

**Strasbourg, 7 - 11 juin 1999**

**Liste des points discutés et des décisions prises**

1. Le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) a tenu sa 48ème session plénière (23ème réunion en tant que Comité directeur) à Strasbourg du 7 au 11 juin 1999, sous la présidence de Mme M. Bonn (Pays-Bas). La liste des participants et l'ordre du jour figurent respectivement aux Annexes I et II.

2. Le CDPC a élu M. M. Grotz à la présidence et MM. J. Garstka (Pologne), D. Fontanaud (France) et F. Bueno Arús (Espagne) en tant que membres du Bureau. Il a également élu M. H. von Hofer (Suède) et Mme C. Pelikan (Autriche) en tant que membres du Conseil Scientifique Criminologique.

### **Points sur lesquels le Comité des Ministres est appelé à prendre une décision**

3. Le CDPC a approuvé le projet de Recommandation concernant le surpeuplement des prisons et l'inflation carcérale ainsi que le projet de Rapport sur le même sujet. Le Comité des Ministres est invité à adopter le projet de Recommandation et à autoriser la publication du Rapport (Addendum I au présent rapport).

4. Le CDPC a approuvé le projet de Recommandation concernant la médiation en matière pénale et l'exposé des motifs y relatif. Le Comité des Ministres est invité à adopter le projet de Recommandation et à autoriser la publication de l'exposé des motifs (Addendum II au présent rapport).

5. Conformément au mandat qui lui a été confié par le Comité des Ministres à la 653ème réunion des Délégués (Décision N° CM/710/171298), le CDPC a adopté un rapport sur le règlement amiable des difficultés d'application des Conventions européennes dans le domaine pénal, qui, dans son Annexe I comporte un projet de Recommandation. Le Comité des Ministres est invité à prendre acte de ce rapport et à adopter le projet de Recommandation (Addendum III au présent rapport).

6. Le CDPC a adopté le mandat spécifique du Comité d'experts sur la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle (PC-SE). Le Comité des Ministres est invité à approuver le mandat de ce nouveau Comité (Annexe III) qui est déjà prévu dans le Programme intergouvernemental d'activités pour 1999.

7. Pour permettre aux Comités d'experts sur le rôle de l'intervention psychosociale précoce dans la prévention de la criminalité (PC-IN), sur la criminalité dans le cyber-espace (PC-CY), sur la mise en oeuvre des règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté (PC-ER), sur le partenariat dans la prévention de la criminalité (PC-PA) et sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux (PC-R-EV) de terminer ou de poursuivre leurs travaux, le CDPC a convenu de prolonger leurs mandats comme suit :

PC-IN	(expiration le 31 décembre 1999)	jusqu'au 30 juin 2000
PC-CY	(expiration le 31 décembre 1999)	jusqu'au 31 décembre 2000
PC-ER	(expiration le 31 décembre 1999)	jusqu'au 30 juin 2000
PC-PA	(expiration le 31 décembre 2000)	jusqu'au 31 décembre 2002
PC-R-EV	(expiration le 31 décembre 1999)	jusqu'au 31 décembre 2003

Le Comité des Ministres est invité à approuver ces prolongations de mandats.

8. Le CDPC a donné son accord à la nomination d'un expert français (avec remboursement des frais) au Comité d'experts sur le partenariat dans la prévention de la criminalité (PC-PA) à la place d'un expert des Pays-Bas ainsi qu'à la nomination de deux experts scientifiques supplémentaires, le mandat du Comité devant être modifié en conséquence. Le Comité des Ministres est invité à approuver cette modification du mandat du Comité PC-PA.

### Autres points

9. Le CDPC a été informé par le Directeur des Affaires Juridiques de l'évolution de la coopération juridique européenne ainsi que du rôle et des méthodes de travail du Conseil de l'Europe dans ce domaine, y compris les activités pour le développement et la consolidation de la stabilité démocratique (ADACS).

10. Ayant été informé de la situation budgétaire probable dans les années à venir, le CDPC a décidé, sous réserve de l'allocation des ressources nécessaires en 2000 / 2001, d'inclure les nouvelles activités suivantes dans son futur programme de travail (par ordre de priorité) :

- nouveaux modes de traitement de la délinquance juvénile et rôle de la justice des mineurs (à étudier par un Comité d'experts - le mandat sera adopté par le Bureau en consultation avec le Conseil scientifique criminologique) ;
- protection des enfants contre l'exploitation sexuelle (à étudier par un Comité d'experts - cf. paragraphe 6 ci-dessus) ;
- gestion des détenus condamnés à des peines de longue durée (à étudier par un Comité d'experts - le mandat sera établi par le Bureau en consultation avec le Conseil de coopération pénologique) ;
- rapports annuels sur la situation de la criminalité organisée dans les Etats membres et études de "bonne pratique" dans la lutte contre la criminalité organisée (activité menée par le Comité PC-CO jusqu'au 31 décembre 1999 ; à partir de 2000, elle sera menée par un groupe d'experts consultants - le mandat sera adopté par le Bureau) ;
- mise à jour du Recueil européen de statistiques relatives à la criminalité et à la justice pénale (cf. paragraphe 11 ci-dessous) à partir de 1997 (à confier à un groupe de spécialistes - le mandat sera établi par le Bureau) ;
- détention provisoire et ses conséquences pour la gestion des établissements pénitentiaires (à étudier par un Comité d'experts - le mandat sera établi par le Bureau en consultation avec le Conseil de coopération pénologique) ;
- traitement des délinquants sexuels dans les établissements pénitentiaires et dans la communauté (à examiner par un Comité d'experts - le mandat sera établi par le Bureau en consultation avec le Conseil de coopération pénologique) ;

En outre, le CDPC a chargé le Conseil de coopération pénologique (PC-CP) d'étudier la question de la libération anticipée (conditionnelle). Il a demandé au Bureau d'adopter un mandat occasionnel à cette fin. L'activité devant être menée dans le cadre du programme de travail ordinaire du PC-CP, il n'y a pas de répercussions budgétaires.

Le CDPC a également convenu de poursuivre jusqu'en 2003 l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux par le Comité restreint PC-R-EV (cf. paragraphe 7 ci-dessus). Etant donné que le programme d'évaluation mutuelle, dont la mise en oeuvre est confiée au Comité restreint, est financé par des contributions volontaires (le Comité des Ministres a autorisé l'ouverture d'un compte spécial), il n'y a pas de répercussions budgétaires.

11. Le CDPC a pris note du Recueil européen de statistiques relatives à la criminalité et à la justice pénale (version anglaise) et autorisé sa publication. Il a demandé au Secrétariat de le mettre à la disposition des milieux intéressés et de le faire traduire en français dans les meilleurs délais.

12. Le CDPC a pris acte des conclusions de la Conférence ad hoc des Directeurs d'Administration Pénitentiaire (Noordwijkerhout, Pays-Bas, 4-7 octobre 1998), de la 3ème Conférence européenne des services spécialisés dans la lutte contre la corruption (Madrid, 28-30 octobre 1998) et de la Réunion à haut niveau des Ministères de l'Intérieur (Strasbourg, 5-6 novembre 1998). Il a également pris note de la préparation de la 22ème Conférence des Ministres européens de la Justice (Chişinău, 17-18 juin 1999), de la 23ème Conférence des Ministres européens de la Justice (Londres, 8-9 juin 2000), de la Conférence ad hoc des Directeurs d'Administration Pénitentiaire (Berlin, 3-5 mai 2000), de la 4ème Conférence européenne des services spécialisés dans la lutte contre la corruption (Chypre, 20-22 octobre 1999) et du 12ème Colloque Criminologique sur "les pouvoirs et les responsabilités de la police dans une société démocratique" (Strasbourg, 24-26 novembre 1999).

13. Le CDPC a pris acte de l'avancement des travaux du Groupe multidisciplinaire sur la corruption (GMC) et du Programme "Octopus II" sur la lutte contre la corruption et la criminalité organisée dans les États en transition.

**ANNEXE I****LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS (1)****ALBANIA / ALBANIE**

Mr Sokol COMO, Deputy Minister of Justice, Ministry of Justice,  
Bld. Deshmoret e Kombit, ALB - TIRANA

Mr Shefki BEJKO, Penal Law Lecturer, Law Faculty, University of Tirana, ALB -TIRANA

**ANDORRA / ANDORRE**

M. Jean BRUNET, Président du Tribunal de Corts,  
Avenue de Tarragona 62, AND – ANDORRA-LA-VELLA

- \* André PIGOT, Membre du Conseil Supérieur de la Justice,  
Bureau 305, Carrer Prat de la Creu 8 – 3°, AND – ANDORRA-LA-VELLA

**AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Gert FELSENSTEIN, Director, Bundesministerium für Justiz,  
Postfach 63, A - 1070 WIEN

- \* M<sup>r</sup> Roland MIKLAU, Director for Criminal Legislation, Bundesministerium für Justiz,  
Postfach 63, A - 1070 WIEN

Ms Christa PELIKAN, Researcher, Institut für Rechts-und Kriminalsoziologie,  
Museumstraße 5, Postfach 1, A-1016 WIEN

**Chair of PC-MP / Présidente du PC-MP**

**BELGIUM / BELGIQUE**

M. Rudi TROOSTERS, Chef du Service des Questions Pénales Générales et Internationales,  
Bld Waterloo 115, B – 1000 BRUXELLES

Mme Claire HUBERTS, Conseiller adjoint, Direction Générale de la Législation Pénale,  
Ministère de la Justice, Bld Waterloo 115, B – 1000 BRUXELLES

- 
- (1) States are listed in alphabetical order by their English names. The names of participants are also in alphabetical order, the names of the Heads of Delegation being preceded by an asterisk.  
**Les Etats sont mentionnés par ordre alphabétique anglais. Les noms des participants sont également indiqués par ordre alphabétique ; les noms des Chefs de délégation étant précédés d'un astérisque.**

**BULGARIA / BULGARIE**

Mr Petar RACHKOV, Director, International Legal Co-operation and European Legal Integration, Ministry of Justice and European Legal Integration,  
1 Slavinska Str., BG – 1000 SOFIA

Mr Gueorgui ROUPCHEV, Senior Expert, Directorate of International Legal Co-operation and European Legal Integration, Ministry of Justice and European Legal Integration,  
1 Slavinska Str., BG – 1000 SOFIA

**CROATIA / CROATIE**

- \* Mr Željko HORVATIĆ, Professor, Faculty of Law, University of Zagreb,  
Trg M Tita 14, HR – 10000 ZAGREB

Mr Branko TURIĆ, Ministry of the Interior, Savska 39, HR – 10 000 ZAGREB

**CYPRUS / CHYPRE**

Mrs Elena CLEOPA, Counsel of the Republic,  
Law Office of the Republic, CY - 1403 NICOSIA

- \* Mr Lazaros S. SAVVIDES, Permanent Secretary,  
Ministry of Justice and Public Order, 12 Helioupoles Street, CY - 1461 NICOSIA

**CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

Mr Miroslav RUŽICKA, Public Prosecutor, Supreme State Prosecution Service,  
Jezuituka 4, CZ – 66055 BRNO

- \* Ms Irena STÁTŇÍKOVÁ, Head, International and Legal Department,  
Ministry of Justice, Vyšehradská 16, CZ – 12800 PRAGUE 2

**DENMARK / DANEMARK**

Mr Henning FODE, Director of Public Prosecutions, Ministry of Justice,  
Christians Brygge 28, 3. Tv., DK – 1559 COPENHAGEN V

- \* Mr Jesper HJORTENBERG, Deputy Chief Prosecutor, Ministry of Justice,  
Christians Brygge 28, 3. Tv., DK – 1559 COPENHAGEN V

Mrs Marianne SECHER, Head of Division, Department of Prisons and Probation,  
Direktoratet for Kriminalforsorgen, Klareboderne, DK - 1559 COPENHAGEN

**ESTONIA / ESTONIE**

Mr Kaarel ILUS, Senior County Prosecutor, Pikk 2, EE - 72713 PAIDE

- \* Mr Jaan NAABER, Vice-Prosecutor General, Wismari 7, EE - 0101 TALLINN

**FINLAND / FINLANDE**

Ms Lena ANDERSSON, Counsellor of Legislation, Ministry of Justice,  
Law Drafting Department, Eteläesplanadi 10, P.O. Box 1, FIN – 00131 HELSKINKI

Ms Ulla MOHELL, Chief Inspector, Department of Prison Administration,  
Ministry of Justice, P.O. Box 319, FIN - 00181 HELSINKI

**FRANCE**

M. Philippe CAVALERIE, Magistrat, Chargé de mission auprès du Directeur des  
Affaires Juridiques, Ministère des Affaires Etrangères, 37, Quai d'Orsay,  
F - 75351 PARIS Cedex 7

- \* M. Daniel FONTANAUD, Magistrat, Chef du Bureau du Droit Pénal Européen  
et International, Ministère de la Justice, S.A.E.I.,  
13, Place Vendôme, F - 75042 PARIS Cedex 01

**GEORGIA / GÉORGIE**

Mr Gela BEZHUASHVILI, Director, International Law Department,  
Ministry of Foreign Affairs, Chitadze Str. 6, GEO - 380018 TBILISI

Ms Médéa ROSEBASHVILI, Prosecutor of the International Law Department,  
General Prosecutor's Office, Gorgasali Str. 24, GEO - 380000 TBILISI

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Mr Richard BLATH, Federal Ministry of Justice, Postfach 200365,  
D – 53170 BONN

- \* Mr Michael GROTZ, Ministerialrat, Federal Ministry of Justice, Postfach 200365,  
D – 53170 BONN

Mr Heike JUNG, Professor, Fachbereich Rechtswissenschaft,  
Universität des Saarlandes, Postfach 1150, D-66041 SAARBRÜCKEN 11  
Scientific Expert of PC-MP / Expert scientifique du PC-MP

**GREECE / GRÈCE**

Mr Evangelos KASSALIAS, Public Prosecutor, Court of First Instance ,  
Alexandras Av. 77, GR - 11474 ATHENS

Mrs Stavroula VRIONI-CONSTANTINIDOU, President, Court of Appeal of Kozani,  
Menelaou, 22, Kallithea, GR - 17672 ATHENS

**HUNGARY / HONGRIE**

- \* M<sup>r</sup> Lipót HÖLTZL, Deputy State Secretary, Ministry of Justice,  
Kossuth tér. 4, H - 1055 BUDAPEST

M<sup>me</sup> Klara NÉMETH-BOKOR, Directeur, Ministère de la Justice,  
Kossuth tér. 4, H - 1055 BUDAPEST

**ICELAND / ISLANDE**

Mr Benedikt BOGASON, Director of Legal Affairs,  
Ministry of Justice, Arnarhvoll 150, REYKJAVIK

- \* Mr Thorsteinn A. JÓNSSON, Special Advisor, Ministry of Justice,  
Arnarhvoll 150, REYKJAVIK

**IRELAND / IRLANDE**

- \* Mr Michael MELLETT, Assistant Secretary, Equality and Law Reform,  
Department of Justice, 72-76 St. Stephen's Green, IRL - DUBLIN 2

Mr John O'DWYER, Assistant Principal Officer, Prisons Division,  
Department of Justice, 72-76 St. Stephen's Green, IRL - DUBLIN 2

Ms Catherine TERRITT, Assistant Principal Officer,  
Department of Justice, 72-76 St. Stephen's Green, IRL - DUBLIN 2

**ITALY / ITALIE**

M<sup>me</sup> Ersilia CALVANESE, Magistrat Attaché à la Direction Générale des Affaires Pénales,  
Ministère de la Justice, Via Arenula 70, I - 00186 ROMA

M<sup>r</sup> Giovanni TAMBURINO, Director, Central Office for Studies, Research, Legislation  
and Automation, Prison Department, Ministry of Justice,  
Largo Luigi Daga, 2, I - 00100 ROME

- \* M. Vitaliano ESPOSITO, Attaché Juridique, Co-Agent du Gouvernement devant la Cour  
et la Commission des Droits de l'Homme, Représentation Permanente de l'Italie  
auprès du Conseil de l'Europe, 3, rue Schubert - F - 67000 STRASBOURG

**LATVIA / LETTONIE**

Mr Viesturs BURKĀNS, Head of the Office for Prevention of Laundering of Proceeds  
derived from criminal activity, Prosecutor General's Office,  
O. Kalpaka bulv. 6, LV - 1801 RIGA

Mrs Veronika KRŪMIŅA, Deputy State Secretary, Legislative Matters,  
Ministry of Justice, Brīvības bulv. 36, LV - 1536 RIGA

**LIECHTENSTEIN**

Mr Lothar HAGEN, Judge, Fürstliches Landgericht, Aeulestrasse 70, FL - 9490 VADUZ

Mr Gerhard MISLIK, Procureur au Parquet, Verwaltungsgebäude,  
Aeulestrasse 70, FL - 9490 VADUZ

**LITHUANIA / LITUANIE**

- \* Mr Vytautas PIESLIAKAS, Judge of the Supreme Court, Gynejų 6, LT - 2725 VILNIUS

Mr Jonas RIEPŠAS, Judge of the Supreme Court, Gynejų 6, LT - 2725 VILNIUS



**LUXEMBOURG**

M. Jean-Pierre KLOPP, Procureur Général d'Etat Adjoint,  
B.P. 15, L - 2010 LUXEMBOURG

- \* M. Marc MATHEKOWITSCH, Premier Conseiller de Gouvernement,  
Ministère de la Justice, 16 Bld. Royal, L – 2934 LUXEMBOURG

**MALTA / MALTE**

- \* Mr Joseph FILLETTI, Judge, Courts of Law, Republic Street, MLT - VALLETTA

**MOLDOVA / MOLDAVIE**

Mme Elizaveta COBUSCIAN, Chef de section, Département de la Législation,  
Ministère de la Justice, 82, rue August 31, MD – 2012 CHISINAU

Mme Olga POALELUNGI, Vice-Ministre, Chef du Département de la Législation,  
Ministère de la Justice, 82, rue August 31, MD – 2012 CHISINAU

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

- \* M<sup>rs</sup> Marjorie BONN, Senior Legal Adviser, Ministry of Justice, P.O. Box 20301,  
NL - 2500 EH THE HAGUE - **Chair of the CDPC / Présidente du CDPC**

Mr Henrik W. K. KASPERSEN, Professor of Computer Law, Computer Law Institute,  
Vrije Universiteit Amsterdam, De Boelelaan 1105, NL – 1001 HV AMSTERDAM  
**Chairman of the PC-CY / Président du PC-CY**

Mr Bart VAN DER LINDEN, Head of Penal Policy Department,  
Ministry of Justice, P.O. Box 20301, NL - 2500 EH THE HAGUE

**NORWAY / NORVÈGE**

Ms Vibeke Irene LØVOLD, Senior Executive Officer, Legislation Department,  
Ministry of Justice, P.O. Box 8005 Dep, N – 0030 OSLO

Ms Jane WESENBERG, Senior Executive Officer, Legislation Department,  
Ministry of Justice, P.O. Box 8005 Dep, N – 0030 OSLO

**POLAND / POLOGNE**

- \* Mr Jacek GARSTKA, Judge, Ministry of Justice,  
Al. Ujazdowskie 11, PL - 00-950 WARSAW

Ms Monika PŁATEK, Deputy Director, Institute of Penal Law, Law Faculty,  
University of Warsaw, Krakowskie przedmieście 26 / 28, PL - 00927 WARSAW

**PORTUGAL**

M. Luís MIRANDA PEREIRA, Ministry of Justice,  
Estrada de Benfica, 299, P - 1500 LISBOA

- \* M. José SOUTO MOURA, Procureur Général Adjoint, Procuradoria Geral da República,  
Rua Escola Politécnica, 140, P - 1294 LISBOA Codex

**ROMANIA / ROUMANIE**

Mme Lacrima CIORBEA, Conseillère Juridique, Direction de la Législation et des Etudes, Ministère de la Justice, Rue Apolodor, 17, Secteur 4, RO – 70602 BUCAREST

Mme Nicoleta ILIESCU, Conseiller, Direction des Etudes et de l'Elaboration de la Législation, Ministère de la Justice, Rue Apolodor, 17, Secteur 4, RO – 70602 BUCAREST

**RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Mrs Elena SHVETS, Second Secretary, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Smolenskaya - Sennaya Sq. 32/34, RUS - 121200 MOSCOW

- \* Mr Yuri ZHDANOV, Director, Moscow Legal Institute of the Ministry of the Interior, 12, Volgina, RUS - 117437 MOSCOW

**SAN MARINO / SAINT-MARIN**

**SLOVAKIA / SLOVAQUIE**

- \* M<sup>TS</sup> Katarína LAIFEROVÁ, Director, International Department, Župné námestie 13, SK – 81285 BRATISLAVA

Mr František SCHWARZ, Lieutenant Colonel, Director of the District Investigation Bureau of the Police Force, SK – 05801 POPRAD

**SLOVENIA / SLOVÉNIE**

Apologised / Excusé

**SPAIN / ESPAGNE**

- \* M. Francisco BUENO ARÚS, Secrétaire Général du Ministère de la Justice, Rue Comandante Zorita 39, E - 28020 MADRID

M. Alberto LAGUIA ARRAZOLA, Chef du Service des Organismes Internationaux, Ministère de la Justice, San Bernardo 62, E - 28015 MADRID

**SWEDEN / SUÈDE**

M<sup>TS</sup> Maria KELT, Legal Adviser, Ministry of Justice, S - 10333 STOCKHOLM

M<sup>r</sup> Örjan LANDELIUS, Director, Ministry for Foreign Affairs, Malmtorgsgatan 3, P.O. Box 16121, S - 10327 STOCKHOLM

- \* M<sup>TS</sup> Lena MOORE, Legal Director, Ministry of Justice, S - 10333 STOCKHOLM

**SWITZERLAND / SUISSE**

M. Mario-Michel AFFENTRANGER, Chef de la Section des Traités Internationaux,  
Division des Affaires Internationales, Office Fédéral de la Police,  
Département Fédéral de Justice et Police, Taubenstr. 16, CH – 3003 BERNE

M. Martin KILLIAS, Professeur, Institut de Police Scientifique et de Criminologie,  
UNIL - BCH, CH - 1015 LAUSANNE-DORIGNY –  
**Chairman of PC-S-ST / Président du PC-S-ST -**

M. Jean-Pierre KURETH, Adjoint Scientifique, Section Droit Pénal Economique,  
Procédure pénale et Affaires Pénales Internationales, Office Fédéral de la Justice,  
Département Fédéral de Justice et Police, Taubenstr. 16, CH – 3003 BERNE

- \* M. Pierre MÜLLER, Vice-Directeur, Chef de la Division Principale du Droit Pénal,  
Office Fédéral de la Justice, Département Fédéral de Justice et Police,  
Taubenstr. 16, CH – 3003 BERNE

**“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” /  
«L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE»**

- \* M. Nikola MATOVSKI, Professeur, Faculté de Droit, Université "St Cyrille et Méthode",  
Rue Mile Popjordanov 56A, MK - 91000 SKOPJE

M. Georgi MARJANOVIĆ, Professeur de Droit Pénal,  
Université "St Cyrille et Méthode", ul. 856, br. 72-6, MK - 91040 MADŽARI / SKOPJE

**TURKEY / TURQUIE**

Mr Abdülkadir KAYA, Judge, Deputy Director General, Ministry of Justice,  
Bakanliklar, TR - ANKARA

- \* Mr Şeref ÜNAL, Director General, International Law and Foreign Relations,  
Ministry of Justice, Bakanliklar, TR - ANKARA

**UKRAINE**

Mr Igor DRIZHCHANY, Director, International Law Department, Office of the  
Prosecutor General of Ukraine, 13-15 Riznytska St., UA – 252601 KYIV

- \* Mr Leonid KOZHARA, Director, International Organisations and International  
Law Department, Foreign Policy Directorate, Administration of the President of Ukraine,  
11, Bankova Street, UA - 252220 KYIV

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

- \* Mr Richard BRADLEY, International Policy Section, Judicial Co-operation Unit,  
Home Office, 50, Queen Anne's Gate, GB - LONDON SW1H 9AT

Mr David WHINERAY, International Policy Section, Judicial Co-operation Unit  
Home Office, 50, Queen Anne's Gate, GB - LONDON SW1H 9AT

**CDPC BUREAU / BUREAU DU CDPC**  
(CDPC-BU)

**AUSTRIA / AUTRICHE**

M<sup>f</sup> Roland MIKLAU, Director of Criminal Legislation, Bundesministerium für Justiz,  
Postfach 63, A - 1070 WIEN

**CYPRUS / CHYPRE**

M<sup>f</sup> George ANASTASSIADES, Former Permanent Secretary, Ministry of Justice and Public  
Order, CY – NICOSIA Apologised / Excusé

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Ms Irena STÁTNÍKOVÁ, Head, International and Legal Department,  
Ministry of Justice, Vyšehradská 16, CZ – 12800 PRAGUE 2

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Mr Michael GROTZ, Ministerialrat, Bundesministerium der Justiz, D – 53170 BONN

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

M<sup>fs</sup> Marjorie BONN, Senior Legal Adviser, Ministry of Justice, P.O. Box 20301,  
NL - 2500 EH THE HAGUE - **Chair of the CDPC / Présidente du CDPC**

**SWEDEN / SUÈDE**

M<sup>f</sup> Örjan LANDELIUS, Director, Ministry for Foreign Affairs, Malmtorgsgatan 3,  
P.O. Box 16121, S - 10327 STOCKHOLM

\* \* \* \* \*

**CRIMINOLOGICAL SCIENTIFIC COUNCIL**  
**CONSEIL SCIENTIFIQUE CRIMINOLOGIQUE**  
(PC-CSC)

**BELGIUM / BELGIQUE**

M<sup>s</sup> Sonja SNACKEN, Professor, Faculty of Law, Vrije Universiteit Brussel,  
Pleinlaan 2, B - 1050 BRUSSELS

**GERMANY / ALLEMAGNE**

M<sup>f</sup> Frieder DÜNKEL, Professor, Rechts- und Staatswissenschaftliche Fakultät,  
Lehrstuhl für Kriminologie, Ernst-Moritz-Arndt-Universität Greifswald,  
Domstraße 20, D - 17487 GREIFSWALD

**GREECE / GRÈCE**

M<sup>fs</sup> Calliope D. SPINELLIS, Professor of Criminology and Penology,  
University of Athens Law School, Director, Centre for Criminal and Penal Research,  
1, Myrsinis Street, GR - 14562 KIFISSIA ATHENS

**ITALY / ITALIE**

M<sup>f</sup> Ernesto U. SAVONA, Transcrime, School of Law, University of Trento,  
Via Inama, 5, I - 38100 TRENTO

**SLOVENIA / SLOVÉNIE**

M<sup>rs</sup> A. ŠELIH, Professor, Pravna Fakulteta, Kongresni trg 12, SLO - 1000 LJUBLJANA  
**Chair of the CSC / Présidente du CSC**

\* \* \* \* \*

**COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION**  
**CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE**  
**(PC-CP)**

Sir Graham W. SMITH, H.M. Chief Inspector of Probation, Home Office,  
50 Queen Anne's Gate, GB - LONDON SW1H 9AT - **Chairman / Président**

\* \* \* \* \*

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY - COMMITTEE ON LEGAL AFFAIRS AND**  
**HUMAN RIGHTS /**  
**ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE - COMMISSION DES QUESTIONS JURIDIQUES**  
**ET DES DROITS DE L'HOMME**

M. Dick MARTY, Conseiller aux Etats, Consavis SA, Casella postale, CH - 6901 LUGANO

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF EUROPE /**  
**CONGRÈS DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX DE L'EUROPE**  
**Apologised / Excusé**

\* \* \* \* \*

**EUROPEAN COMMUNITY / COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

**COMMISSION**

M<sup>r</sup> Jürgen FRIEBERGER, Administrator, Secretariat General TF 603, N 9 – 6/4A,  
200, rue de la Loi, B – 1049 BRUSSELS

**GENERAL SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION**  
**SECRETARIAT GENERAL DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE**

Mr Hans G. NILSSON, Head of Division of DG H 3, General Secretariat,  
rue de la Loi 170, B – 1048 BRUSSELS **Apologised / Excusé**

\* \* \* \* \*

**OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /  
OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**ARMENIA / ARMÉNIE**

**AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN**

Mr Sahib TAGI-ZADEH, Head of Division, Department on Combating Organised Crime,  
Ministry of the Interior, 7 Demirchizadeh, 370008 BAKU

**BELARUS / BÉLARUS**

M. Victor KOZLOV, Conseiller, Direction de la Coopération Humanitaire et  
des Droits de l'Homme, Ministère des Affaires Etrangères,  
19 Lenina Street, BY - 220030 MINSK

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE ET HERZÉGOVINE**

M. Avdo CAMPARA, Parlement de Bosnie-Herzégovine,  
c/o Représentation de Bosnie et Herzégovine auprès du Conseil de l'Europe,  
Bureau 1523, F – 67075 STRASBOURG

**CANADA**

M. Michel ROY, Commissaire Adjoint, Développement Organisationnel, Service Correctionnel  
du Canada, 340 Avenue Laurier Ouest, OTTAWA, Ontario, K1A 0P9

**HOLY SEE / SAINT-SIÈGE**

M<sup>me</sup> Odile GANGHOFER, Docteur en Droit, 16 rue des Pontonniers,  
F – 67000 STRASBOURG

**JAPAN / JAPON**

Mr Akira ANDO, Consul, Consulat General of Japan, “Tour Europe”, 20 Place des Halles,  
F - 67000 STRASBOURG

**UNITED STATES OF AMERICA / ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Mr Drew ARENA, DOJ/ESEU, c/o Consultate General of the United States of America,  
15 avenue d'Alsace, F – 67082 STRASBOURG Cedex

**OBSERVERS WITH THE COMMITTEE /  
OBSERVATEURS AUPRES DU COMITE**

**Observer State / Etat observateur**

**MEXICO / MEXIQUE**

Mr Alejandro GÓMEZ SÁNCHEZ, Director General, Subprocuraduría Jurídica y de Asuntos Internacionales, Dirección General de Normatividad Técnico Penal, Soto N° 62-2° Piso, C.P. 06300 MEXICO, D.F.

**International Intergovernmental Organisations /  
Organisations Internationales Intergouvernementales**

**UNITED NATIONS / NATIONS UNIES**

**EUROPEAN INSTITUTE FOR CRIME PREVENTION AND CONTROL,  
AFFILIATED WITH THE UNITED NATIONS (HEUNI)**

**UNITED NATIONS ASIA AND FAR EAST INSTITUTE FOR THE PREVENTION OF  
CRIME AND THE TREATMENT OF OFFENDERS (UNAFED)**

**UNITED NATIONS INTERREGIONAL CRIME AND JUSTICE RESEARCH  
INSTITUTE (UNICRI)**

Mr Ugljesa ZVEKIC, Via Giulia 52, I - 00186 ROME

Apologised / Excusé

**UNITED NATIONS LATIN AMERICAN INSTITUTE FOR THE PREVENTION OF  
CRIME AND THE TREATMENT OF OFFENDERS (ILANUD)**

Mr Elias CARRANZA, Director, Apartado Postal 10071, CR - 1000 SAN JOSE

Apologised / Excusé

**I.C.P.O. INTERPOL / O.I.P.C. INTERPOL**

Ms Isabelle ARNAL, Technical Adviser, Legal Affairs Directorate,  
200 Quai Charles de Gaulle, B.P. 6041, F - 69411 LYON Cedex 06

Apologised / Excusée

**International Non-governmental Organisations /  
Organisations Internationales Non-gouvernementales**

**COUNCIL OF THE BARS AND LAW SOCIETIES OF THE EUROPEAN  
COMMUNITY / CONSEIL DES BARREAUX DE LA COMMUNAUTE  
EUROPEENNE (CCBE)**

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PENAL LAW (IAPL)  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DROIT PÉNAL (AIDP)**

M<sup>lle</sup> Aglaia TSITSOURA, Chargée de Cours à l'Université "Panteios", Faculté de Droit,  
GR - ATHÈNES, (Adr. Priv.: 10, Bld. Paul Déroulède, F - 67000 STRASBOURG)

**INTERNATIONAL BAR ASSOCIATION**

Mr Monty RAPHAEL, Chair Anti-Corruption Working Group, c/o Peters and Peters,  
2 Harewood Place, Hannover Square, GB-LONDON W1R 9HB

**INTERNATIONAL CENTRE FOR CRIMINAL LAW REFORM AND CRIMINAL  
JUSTICE POLICY**

Mr Daniel C. PREFONTAINE, QC, Executive Director, 1822 East Mall, VANCOUVER, BC,  
Canada V6T 1Z1 Excusé / Apologised

**INTERNATIONAL CENTRE OF SOCIOLOGICAL PENAL AND PENITENTIARY  
RESEARCH AND STUDIES (INTERCENTER) / CENTRE INTERNATIONAL DE  
RECHERCHES ET D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES, PÉNALES ET PÉNITENTIAIRES**

M<sup>e</sup> Giacomo BARLETTA, Conseiller Délégué aux Sections Scientifiques,  
Via Milo 9, I – CATANIA

**INTERNATIONAL PENAL AND PENITENTIARY FOUNDATION (IPPF)  
FONDATION INTERNATIONALE PÉNALE ET PÉNITENTIAIRE (FIPP)**

M. Francisco BUENO ARÚS, Secrétaire Général du Ministère de la Justice,  
Rue Comandante Zorita 39, E - 28020 MADRID

**INTERNATIONAL SOCIETY FOR CRIMINOLOGY (ISC)  
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CRIMINOLOGIE (SIC)**

M. Georges PICCA, Secrétaire Général, 4-14 rue Ferrus, F – 75014 PARIS

**INTERNATIONAL SOCIETY OF SOCIAL DEFENCE (ISSD)  
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DÉFENSE SOCIALE (SIDS)**

**PENAL REFORM INTERNATIONAL (PRI)**

**PERMANENT EUROPEAN CONFERENCE ON PROBATION AND AFTERCARE  
CONFÉRENCE PERMANENTE EUROPÉENNE DE LA PROBATION (CEP)**

M<sup>f</sup> Jürgen MUTZ, Secretary General, Berlinerstraße 5, D – 88212 RAVENSBURG



**WORLD SOCIETY OF VICTIMOLOGY /**  
**SOCIÉTÉ MONDIALE DE VICTIMOLOGIE**

M. Jean-Luc DOMEMENCH, Directeur National de l'Institut National d'Aide aux Victimes et de Médiation (INAVEM), 4-14 rue Ferrus, F – 75014 PARIS

Mr Albert HAUBER, Professor, Institute of Criminology, University of Leiden, Hugo de Groot Straat 27, PB 9520, NL – 2300 RA LEIDEN

M<sup>lle</sup> Aglaia TSITSOURA, Chargée de Cours à l'Université "Panteios", Faculté de Droit, GR - ATHÈNES, (Adr. Priv.: 10, Bld. Paul Déroulède, F - 67000 STRASBOURG)

\* \* \* \* \*

**SECRETARIAT**

M. Guy DE VEL	Director of Legal Affairs / Directeur des Affaires Juridiques
M. Hans-Jürgen BARTSCH	Head of the Division of Crime Problems / Chef de la Division des Problèmes Criminels
M. Candido CUNHA	Principal Administrative Officer / Administrateur Principal
M. Manuel LEZERTUA	Principal Administrative Officer / Administrateur Principal
M. Wolfgang RAU	Principal Administrative Officer / Administrateur Principal
M. Peter CSONKA	Administrative Officer / Administrateur
M <sup>f</sup> Björn JANSON	Administrative Officer / Administrateur
M. Ludovic AIGROT	Project Adviser / Conseiller de Projet
M <sup>f</sup> Sasha ANGELESKI	Administrative Officer / Administrateur
M <sup>me</sup> Natalia VOUTOVA	Administrative Officer / Administrateur
M <sup>fs</sup> Ilina TANEVA	Administrative Officer / Administrateur
M <sup>s</sup> Caterina BOLOGNESE	Administrative Officer / Administrateur

M. Carlo CHIAROMONTE	Projet Adviser / Conseiller de Projet
M <sup>me</sup> Lilia KOLOMBET-MONNET	Projet Adviser / Conseiller de Projet
M <sup>me</sup> Anita VAN DE KAR	Projet Adviser / Conseiller de Projet
M <sup>f</sup> Alexander SEGER	Projet Adviser / Conseiller de Projet
M <sup>me</sup> Marie-Louise FORNES	Central Office / Bureau Central
M <sup>s</sup> Claire GROVE )	
M <sup>s</sup> Kirsty McDOWALL )	
M <sup>me</sup> Marie-Rose PRÉVOST )	Assistants / Assistantes
M <sup>lle</sup> Nathalie SCHNEIDER )	
M <sup>lle</sup> Céline CASPAR	Trainee / Stagiaire

\* \* \* \* \*

Mr Tim CARTWRIGHT	Head of Research and Planning Unit / Chef de la Mission d'Etudes et de Programmation
-------------------	---

\* \* \* \* \*

**Interpreters / Interprètes**

Mme Amanda BEDDOWS  
 Mr Robert SZYMANSKI  
 Mr Jean-Louis WÜNSCH  
 Mr Robert Van MICHEL (7 et 8)  
 Mme Monique PALMIER (du 9 au 11)

\* \* \* \* \*

## **ANNEXE II**

### **ORDRE DU JOUR**

#### **OUVERTURE DE LA REUNION**

- 1\* Adoption de l'ordre du jour
- 2 Déclaration du Directeur des Affaires Juridiques concernant la coopération juridique en Europe
- 3 Informations fournies par le Secrétariat

#### **FONCTIONNEMENT DU CDPC**

- 4\* Elections de :
  - a) le/la Président(e) du CDPC
  - b) deux membres du Bureau
  - c) deux membres du Conseil Scientifique Criminologique

#### **ACTIVITES DU CDPC**

##### **Comités**

- 5 Fonctionnement des Conventions européennes dans le domaine pénal (PC-OC) :
  - Projet de Deuxième Protocole Additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale : état des travaux (pour information)
  - Autres points pour information
- 6\* Conseil de coopération pénologique (PC-CP) :
  - Surpeuplement des prisons et inflation carcérale : rapport final d'activité (projet de Recommandation et Rapport)
  - SPACE : enquête 1998
  - Points pour information
  - Travaux futurs

**NB: L'astérisque (\*) indique les points de l'ordre du jour qui devront faire l'objet d'une décision.**

- 7\*** Tendances de la criminalité et de la justice pénale : statistiques et autres données quantitatives concernant la criminalité et le système de justice pénale (PC-S-ST) :
- Rapport final d'activité (projet de Recueil européen de données relatives à la criminalité et à la justice pénale)
  - Travaux futurs
- 8\*** Médiation en matière pénale (PC-MP) : rapport final d'activité (projet de Recommandation)
- 9** Rôle du ministère public dans le système de justice pénale (PC-PR)
- 10** Rôle de l'intervention psychosociale précoce dans la prévention de la criminalité (PC-IN)
- 11\*** Aspects criminologiques et aspects de droit pénal du crime organisé (PC-CO)
- Rapport sur la situation de la criminalité organisée (1997)
  - Questionnaire annuel sur la situation de la criminalité organisée
  - 2ème étude de bonnes pratiques
- 12** Criminalité dans le cyber-espace (PC-CY)
- 13\*** Mise en œuvre des Règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté (PC-ER) : prolongation du mandat
- 14\*** Evaluation des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux (PC-R-EV) : prolongation du mandat
- 15** Ethique de la police et problèmes liés à l'exercice de la police (PC-PO)
- 16\*** Le partenariat dans la prévention de la criminalité (PC-PA) : révision de la composition et prolongation du mandat

### **Conférences et Colloques**

- 17** 22ème Conférence des Ministres européens de la Justice (Chişinău, 1999) : préparation
- 18** 23ème Conférence des Ministres européens de la Justice (Londres, 2000) : préparation
- 19** 12ème Colloque Criminologique (Strasbourg, 1999) : préparation
- 20** Conférence ad hoc des Directeurs d'Administration Pénitentiaire (Noordwijkerhout, 1998) : conclusions
- 21** Conférence ad hoc des Directeurs d'Administration Pénitentiaire (Berlin, 2000) : préparation
- 22** Réunion à haut niveau des Ministères de l'Intérieur (Strasbourg, 1998) : conclusions

**Programme d'activités futures**

**23\*** Protection des enfants contre l'exploitation sexuelle

**24\*** Nouvelles activités du CDPC (2000 et 2001)

**Procédures de règlement amiable**

**25** Le rôle du CDPC dans les procédures de règlement amiable : rapport

**AUTRES SUJETS**

**26** Groupe multidisciplinaire sur la corruption (GMC)

**27** Conférences européennes des services spécialisés dans la lutte contre la corruption :

- 3<sup>ème</sup> Conférence - Madrid, octobre 1998 : conclusions
- 4<sup>ème</sup> Conférence - Chypre, octobre 1999 : préparation

**28** Coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale (ADACS)

**29** Coopération avec l'Union Européenne

**30** Projet "Octopus"

**31** Projet multisectoriel "Dignité humaine et exclusion sociale"

**32** Groupe de travail III sur les droits de l'enfant qui vit en institution

**33** Programme du Conseil de l'Europe pour l'enfance

**34** Groupe multisectoriel sur la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle (EG-S-TS)

**35** Abolition de la peine de mort : échange d'informations

**36** Publications

**37** Développements intervenus dans la législation, la politique et la pratique administrative des Etats membres dans le domaine des problèmes criminels

**38\*** Etat des signatures et ratifications des Conventions européennes dans le domaine pénal

**39\*** Contrôle de la mise en œuvre des Résolutions et Recommandations dans le domaine pénal

**40** Groupe Pompidou

- 41** Activités de la Commission des Questions Juridiques et des Droits de l'Homme de l'Assemblée Parlementaire
- 42** Coopération avec les Nations Unies
- 43** Activités d'organisations internationales (autres que les Nations Unies) dans le domaine des problèmes criminels
- 44** Relations entre le Conseil de l'Europe et l'OCDE
- 45** Coopération avec le Groupe d'Action Financière contre le Blanchiment des Capitaux (GAFI)
- 46** Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie / Création d'une Cour Criminelle Internationale (CCI)
- 47** Divers
- 48\*** Date de la prochaine session plénière.

## ANNEXE III

### MANDAT SPECIFIQUE

#### DECISION CDPC/111/110699

1. Nom du Comité : **COMITE D'EXPERTS SUR LA PROTECTION DES ENFANTS CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE (PC-SE)**
2. Type du Comité : Comité d'experts
3. Source du mandat : Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC)
4. Mandat :

En septembre 1991, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation N° R (91) 11 sur l'exploitation sexuelle, la pornographie, la prostitution, ainsi que sur le trafic d'enfants et de jeunes adultes, qui a été le premier texte international traitant de ces questions d'une façon globale. Actuellement, cependant, ce texte ne répond plus complètement sur plusieurs aspects aux exigences d'aujourd'hui.

De plus, les différentes formes d'exploitation sexuelle d'enfants et de jeunes adultes prennent aujourd'hui de nouvelles et alarmantes dimensions.

Un nombre important d'initiatives afin de lutter contre ce phénomène ont été prises et sont actuellement poursuivies au niveau international. Néanmoins, le Conseil de l'Europe a un rôle spécifique à jouer dans ce domaine, notamment dans le but de réaliser une meilleure coordination des efforts de ses Etats membres entrepris pour lutter plus efficacement contre ce phénomène, de promouvoir ces efforts et éventuellement de suivre leur développement.

En tenant compte, entre autres, des textes suivants :

- le Plan d'Action adopté lors du Deuxième Sommet (Strasbourg, 10 - 11 octobre 1997) ;
- les résultats de la Conférence européenne de suivi (Strasbourg, 28 - 29 avril 1998) du Congrès Mondial de 1996 sur l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales ;
- l'analyse des réponses des Etats membres sur la mise en œuvre de la Recommandation N° R (91) 11 ;
- les conclusions du Groupe de réflexion établi par le CDPC ;
- l'étude sur les possibilités de mise à jour de la Recommandation N° R (91) 11, et
- les résultats des travaux du Groupe multisectoriel sur la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle (EG-S-TS),

et tout en gardant à l'esprit, particulièrement :

- la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant ;
- les travaux actuels (dans le cadre de l'ONU) sur un projet de Protocole facultatif à la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants ;
- les travaux actuels (dans le cadre de l'ONU) sur un projet de protocole au projet de Convention de l'ONU sur la criminalité organisée transnationale ;
- la Convention de l'OIT sur l'interdiction et l'élimination immédiate des pires formes de travail des enfants ;
- les travaux actuels dans le cadre du Comité européen pour la cohésion sociale (CDCS) sur le système d'assistance sociale aux enfants menacés par les mauvais traitements, la violence et l'exploitation, ou qui en ont été victimes ;
- les travaux menés actuellement par d'autres organes du Conseil de l'Europe, y compris particulièrement le Comité d'experts sur la criminalité dans le cyber-espace (PC-CY),

le Comité d'experts devrait :

- a. revoir la mise en œuvre de la Recommandation N° R (91) 11 sur l'exploitation sexuelle, la pornographie, la prostitution ainsi que sur le trafic d'enfants et de jeunes adultes, afin de préparer des lignes directrices à l'attention des Etats membres ;
- b. mettre à jour la Recommandation N° R (91) 11 afin de mieux répondre aux problèmes qui se posent aujourd'hui ;
- c. présenter des propositions en vue de la création, le cas échéant, d'un mécanisme de contrôle approprié ;
- d. élaborer tout autre instrument normatif pour garantir l'efficacité de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants, tenant compte en particulier des travaux des Nations Unies à ce sujet.

5. Composition du Comité :

- a. Un expert nommé par le Gouvernement de chacun des Etats membres suivants : Autriche, Belgique, Danemark, France, Allemagne, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Malte, Moldova, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Royaume-Uni
- b. Quatre experts scientifiques désignés par le Secrétariat
- c. Le budget du Conseil de l'Europe prend en charge les frais de voyage et de séjour d'un expert pour chacun des Etats membres susmentionnés et des quatre experts scientifiques
- d. Qualifications souhaitables des personnes appelées à devenir membres du Comité :
  - procureurs, avocats, juges, fonctionnaires impliqués dans l'organisation du système de justice pénale ou expérimentés dans le domaine de la criminalité liée au sexe, au niveau national ou international,
  - chercheurs spécialisés dans ce domaine.



- e. La Commission Européenne et le Secrétariat Général du Conseil de l'Union Européenne pourront envoyer un représentant aux réunions du Comité, sans droit de vote, ni remboursement de leurs frais
  - f. Les Etats ou organisations suivants pourront envoyer un représentant aux réunions du Comité, sans droit de vote, ni remboursement de leurs frais :  
  
Saint-Siège, Etats-Unis d'Amérique, Société Mondiale de Victimologie
  - g. Le Bureau du CDPC est habilité à autoriser la participation d'autres observateurs aux travaux du Comité.
6. Structures et méthodes de travail : -
7. Durée : Le présent mandat prendra fin le 31 décembre 2001.